



Rapport de la Section canadienne de ParlAmericas

**16e assemblée plénière et 49e réunion du conseil
d'administration de ParlAmericas**

Asunción (Paraguay)

Du 30 octobre au 1er novembre 2019

RAPPORT

COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION

Une délégation de la Section canadienne de ParlAmericas a assisté à la 16e Assemblée plénière et à la 49e réunion du conseil d'administration de ParlAmericas. Les réunions se sont déroulées à Asunción, au Paraguay, du 30 octobre au 1er novembre 2019. Le thème de l'assemblée annuelle était : « Accélérer la progression de l'Agenda 2030 : bonnes pratiques pour renforcer l'action parlementaire ». La délégation, menée par l'honorable Rosa Galvez, sénatrice et vice-présidente de la Section canadienne, était également composée de l'honorable Percy E. Downe, sénateur. Mme Julie Pelletier a accompagné la délégation en tant que secrétaire de l'association.

49E RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE PARLAMERICAS

Le mercredi 30 octobre 2019 s'est tenue la 49e réunion du conseil d'administration de ParlAmericas. Le représentant du Parlement hôte, le sénateur paraguayen Patrick Kemper, et la présidente du Réseau sur le changement climatique, Mme Ana Belén Marín, députée à l'Assemblée nationale de l'Équateur, ont souhaité la bienvenue aux membres du conseil. Ces derniers ont approuvé la nomination à la présidence de la vice-présidente du conseil d'administration, Mme Elizabeth Cabezas, députée à l'Assemblée nationale de l'Équateur, pour succéder à l'honorable Robert Nault, président Canadien sortant.

Mme Alisha Todd, directrice générale du Secrétariat international de ParlAmericas, a ensuite pris la parole pour rendre compte de divers dossiers administratifs. Elle a proposé une nouvelle structure administrative pour le Secrétariat, fait le point sur le plan de travail 2019-2020, présenté le rapport financier annuel et parlé du renouvellement de la demande de financement au gouvernement canadien prévu pour 2021. Elle a également annoncé que le Secrétariat était désormais carboneutre, en conformité avec les paramètres de l'initiative onusienne Neutralité climatique à laquelle ParlAmericas participe maintenant, et a invité les membres du conseil à suivre son exemple.

Par la suite, l'hôte de l'Assemblée plénière et présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, la sénatrice paraguayenne Blanca Ovelar, a fait état des activités et séances prévues durant l'Assemblée plénière. Les représentants des différents réseaux de ParlAmericas ont ensuite pris la parole pour dresser le bilan de leurs activités passées et fait part de leurs actions futures.

Réseau parlementaire sur le changement climatique

La députée à l'Assemblée nationale de l'Équateur Ana Belén Marín, présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique, a fait un rapport sur les activités passées et futures du Réseau. L'honorable Jennifer Simons, présidente de l'Assemblée nationale du Suriname, a ensuite fait le point sur la quatrième rencontre du Réseau qui s'est tenue les 8 et 9 août 2019 à Paramaribo, au Suriname. Cette réunion a porté sur le thème « Faire progresser l'action climatique par le biais de la législation et le contrôle

parlementaire ». Les parlementaires réunis lors de cette rencontre se sont notamment entendus sur une [déclaration](#) visant à contribuer à la mise en œuvre de l'Accord de Paris conformément aux Objectifs de développement durable (ODD) pour 2030. Lors de cette réunion, la sénatrice canadienne Rosa Galvez a été élue vice-présidente (Amérique du Nord) pour un mandat de deux ans. La prochaine réunion du Réseau doit avoir lieu en mai 2020.

Réseau parlementaire pour l'égalité des genres

La députée salvadorienne Cristina Cornejo, vice-présidente (Amérique centrale) du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres, a fait le point sur la 11e rencontre du Réseau qui a eu lieu au Mexique du 18 au 20 juin 2019 et qui a porté sur le thème « Parvenir à un équilibre dans le monde du travail ». Ce fut l'occasion pour les participants d'échanger sur les stratégies législatives et les actions à adopter afin de contribuer à une plus grande reconnaissance du rôle des femmes dans l'économie et de réduire les barrières empêchant leur pleine participation à la vie active. La prochaine réunion du Réseau est prévue pour l'été 2020.

Réseau pour un parlement ouvert

La sénatrice Blanca Ovelar du Paraguay a donné un aperçu des nouveautés touchant le Réseau ainsi que de la Journée du parlement ouvert du Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert qui a eu lieu les 29 et 30 mai 2019 à Ottawa, au Canada. Cette rencontre fut l'occasion pour les participants d'échanger sur les actions nécessaires afin de promouvoir des réformes destinées à instaurer des gouvernements ouverts. La question des fausses nouvelles et de la couverture médiatique des enjeux législatifs a été au cœur de la plupart des présentations. La prochaine réunion du Réseau doit avoir lieu du 1er au 3 avril 2020 à Brasilia, au Brésil.

Autres points à l'ordre du jour

En terminant, Mme Alisha Todd a fait le point sur les changements proposés dans le cadre de la modification des Règlements de ParlAmericas et a donné des détails sur les élections qui auraient lieu à la fin de la plénière.

FORMATION PROFESSIONNELLE : LES DONNEES OUVERTES POUR LE SUIVI DE LA PROGRESSION DES INDICATEURS DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une séance de formation a été offerte aux parlementaires durant l'après-midi du 30 octobre 2019 sur le suivi de la progression des Objectifs de développement durable (ODD) au moyen des dépenses publiques. Cette formation était divisée en trois parties, soit deux présentations et une séance de travail.

La présentation introductive a été offerte par Mme Helaina Gaspard, directrice, Gouvernance et Institutions, à l'Institut des finances publiques et de la démocratie de l'Université d'Ottawa. Elle a mis l'accent sur l'un des rôles principaux joués par les parlementaires, soit leur participation au cycle financier et à l'analyse de ses principales

composantes. Elle a exploré comment les parlementaires peuvent analyser les propositions, les affectations et les dépenses budgétaires afin de vérifier si les dépenses publiques contribuent aux ODD et si elles permettent des progrès concernant l'Agenda 2030. Elle a également présenté aux participants l'ébauche d'une brochure sur l'ouverture financière intitulée « Renforcer la reddition de comptes par la transparence financière : boîte à outils à l'intention des parlementaires des Amériques et des Caraïbes ».

L'honorable Arthur E. Holder, président de l'Assemblée de la Barbade, a ensuite annoncé la deuxième présentation et présenté les deux panélistes, le sénateur paraguayen Stephan Rasmussen et Mme Maria Eugenia David Du Mutel de Pierrepont, directrice des études, Analyse et évaluation, au Bureau du budget du Congrès national de l'Argentine. Les présentations ont donné un aperçu des outils mis au point par les administrations des parlements et des ministères de l'hémisphère pour aider les parlementaires dans leur examen des propositions budgétaires ainsi que leur permettre de comprendre l'impact de ces propositions sur les progrès de leur pays dans l'atteinte des ODD.

En terminant, Mme Gaspard a invité les parlementaires à se pencher sur l'étude d'un cas dans lequel ils devaient évaluer la proposition budgétaire d'un gouvernement fictif touchant à l'ODD 5.2, qui vise l'élimination de toutes formes de violence faites aux femmes et aux filles. Après avoir réfléchi sur la proposition et sur les progrès accomplis à la suite de l'adoption des fonds, les parlementaires ont exprimé leurs réflexions. La sénatrice canadienne Rosa Galvez a pris la parole afin de rappeler l'importance d'avoir accès à des statistiques précises et spécifiques pour que les parlementaires puissent faire leur travail d'analyse.

SÉANCE D'INFORMATION AVEC UN REPRÉSENTANT DU CONSULAT DU CANADA AU PARAGUAY

Dans la soirée du mercredi, la délégation canadienne a rencontré M. Patrice Laquerre, conseiller en affaires politiques et publiques de l'ambassade du Canada en Argentine et représentant du consul honoraire canadien au Paraguay. Lors de cette séance d'information, M. Laquerre a mis l'accent sur les relations bilatérales entre le Canada et le Paraguay. Les points communs ont été soulignés ainsi que les opportunités de partenariat économique dans les secteurs de l'extraction, du développement des infrastructures, de l'énergie et des technologies propres. Les délégués ont également pu en apprendre davantage sur l'histoire géopolitique du Paraguay, sur la contribution de l'importante communauté mennonite d'origine canadienne établie dans la région du Chaco et sur l'impact des incendies qui ont ravagé cette région en 2019. Il fut ensuite question des enjeux politiques et économiques qui intéressent le Paraguay et des relations qu'entretient le pays avec ses voisins. M. Laquerre a également traité de la situation politique actuelle en Amérique du Sud.

DISCOURS D'INAUGURATION

Le jeudi 31 octobre 2019, des discours d'ouverture ont donné le coup d'envoi à la rencontre. M. Patrick Kemper et Mme Blanca Ovelar, sénateurs paraguayens, ainsi que Mme Ana Belén Marín, députée à l'Assemblée nationale de l'Équateur, ont notamment

insisté sur la responsabilité des parlementaires d'agir et de collaborer afin d'élaborer des politiques permettant de faire progresser l'Agenda 2030.

CONFÉRENCE MAGISTRALE

Les discours d'ouverture ont été suivis par une conférence magistrale livrée par M. Achim Steiner, administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ce discours a porté sur les événements qui ont mené à l'adoption en 2015 de l'Agenda 2030 par les pays membres des Nations Unies et sur les grands principes de ce cadre mondial qui inclut 17 objectifs, 169 cibles et plus de 200 indicateurs.

M. Steiner a notamment expliqué que les ODD sont une réponse novatrice aux défis auxquels doivent faire face les pays dans ce millénaire et sous-entend que les pays sont tenus de travailler ensemble afin de ne laisser personne de côté. Ainsi, ce cadre global est une approche intégrée et multidimensionnelle qui reconnaît que tout est interrelié : des interventions dans un domaine influencent les résultats dans d'autres, sans compter que le développement passe non seulement par l'équilibre économique, mais également par l'équilibre environnemental et social. Chaque pays, a-t-il rappelé, a un rôle à jouer pour accélérer les progrès qui permettront de mettre fin à la pauvreté, la faim, le sida et la discrimination à l'égard des femmes et des filles.

M. Steiner a présenté pour terminer la publication « Le rôle du parlement dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable – version adaptée pour les Amériques et les Caraïbes », produite en collaboration avec le PNUD et ParlAmericas. Il a rappelé aux législateurs comment ils peuvent influencer les actions de leur pays, notamment en participant activement à l'étude de leur cycle financier parlementaire respectif afin d'assurer un contrôle efficace des dépenses gouvernementales liées aux ODD.

OUVERTURE DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE

Le sénateur paraguayen a ouvert la séance plénière et a confirmé que Mme Elizabeth Cabezas, députée à l'Assemblée nationale de l'Équateur, avait été nommée présidente de ParlAmericas. L'honorable Arthur E. Holder, président de l'Assemblée de la Barbade et membre du conseil d'administration, a ensuite présenté un rapport annuel aux participants. Il a tenu à souligner le travail du président sortant, le Canadien Robert Nault ainsi que le leadership canadien au sein de ParlAmericas. Il a aussi remercié le gouvernement et le Parlement du Canada pour le financement qu'ils offrent à ParlAmericas.

Les représentants des trois réseaux de ParlAmericas ont ensuite fait rapport à l'Assemblée en évoquant l'état de leurs travaux, leurs réalisations respectives ainsi que les partenaires avec qui ils collaborent.

En terminant, Alisha Todd, directrice générale de ParlAmericas, a présenté le rapport financier de l'organisation, tout en mentionnant l'importante contribution financière du gouvernement du Canada et des autres pays membres de l'organisation.

PREMIÈRE SÉANCE : EXAMINER DU POINT DE VUE PARLEMENTAIRE LA PROGRESSION RÉGIONALE EN MATIÈRE DE MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La première séance de l'Assemblée plénière avait pour titre « Examiner du point de vue parlementaire la progression régionale en matière de mise en œuvre des Objectifs de développement durable ». Elle a été animée par Mme Cristina Cornejo, députée à l'Assemblée législative d'El Salvador. Cette dernière a souligné l'importance de sensibiliser les parlementaires aux progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD et d'explorer les actions possibles à cette fin.

La première présentation, par M. Emanuele Sapienza, conseiller stratégique, centre régional du PNUD au Panama, avait pour titre « Examen des progrès régionaux concernant la mise en œuvre des ODD selon une perspective parlementaire ». Il a donné un aperçu de l'Agenda 2030, qui est un appel à l'action mondiale reposant sur trois grands piliers : l'universalité, l'intégration et l'inclusion. Il a donné un aperçu des progrès accomplis en Amérique latine et dans les Caraïbes en matière de réduction de la pauvreté. Il a toutefois souligné qu'il reste plusieurs défis, notamment au chapitre de la proportion de gens vulnérables, du taux de violence, du niveau de satisfaction envers la classe politique et de la démocratie comme forme de gouvernement.

M. Sapienza a terminé son exposé en parlant du rôle essentiel que les parlements jouent dans la mise en œuvre des ODD. Il a présenté les résultats d'une étude menée par l'Union interparlementaire (UIP) en 2018 à laquelle 41,7 % des parlements faisant partie du Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) ont répondu. Le sondage visait à analyser les tendances d'institutionnalisation des ODD dans le travail des parlements.

Une ronde de questions a suivi. La sénatrice canadienne Rosa Galvez a pris la parole pour souligner que des parlementaires canadiens ainsi que des militants et des Autochtones revendiquant l'action climatique avaient récemment été victimes de gestes violents en raison de leurs prises de position. Elle a rappelé l'importance de protéger les gens qui défendent les idéaux contenus dans les ODD.

Par la suite, Mme Maria Ines Solis, députée à l'Assemblée législative du Costa Rica, en collaboration avec M. Sapienza, a présenté les grandes lignes d'un rapport intitulé « Rôle du Parlement à l'égard de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable ». Ce rapport est une version adaptée pour l'Amérique latine et les Caraïbes d'un rapport produit par le PNUD en 2015 qui dresse un bilan de la mise en œuvre des ODD dans la région et des meilleures pratiques en la matière.

La séance s'est poursuivie sous forme de tables rondes où les parlementaires étaient invités à se pencher sur des cas fictifs liés aux ODD 6, 9 et 10. Les participants devaient réfléchir aux façons de réaliser des études en commission parlementaire afin de garantir des progrès à l'égard des ODD identifiés. Les parlementaires ont ensuite été invités à présenter le résultat de leurs discussions.

DEUXIÈME SÉANCE : DES MOTS À L'ACTION – ÉTUDES DE CAS SUR LA FAÇON DONT LES PARLEMENTS SE SONT ADAPTÉS ET METTENT EN ŒUVRE L'AGENDA 2030

La deuxième séance de l'Assemblée plénière avait pour thème « Des mots à l'action – études de cas sur la façon dont les parlements se sont adaptés et mettent en œuvre l'Agenda 2030 ». Animée par Mme Juliet Cuthbert Flynn, députée de la Jamaïque, la séance avait pour but de permettre aux participants de faire part de leurs expériences en lien avec la mise en place et le suivi des ODD dans leurs pays respectifs. Les participants ont été encouragés à passer des paroles à l'acte.

La panéliste Mme Neilsen Pérez, députée à l'Assemblée législative du Costa Rica, a d'abord présenté les progrès et les défis liés à l'Agenda 2030 pour l'Assemblée législative de son pays. Elle a notamment mentionné que le Costa Rica a été le premier pays au monde à signer un Pacte national pour les ODD en 2016 visant à promouvoir et à respecter les ODD, ainsi qu'à surveiller leur mise en œuvre et à en rendre compte. Elle a ensuite mis l'accent sur la feuille de route en trois étapes élaborées par l'Assemblée législative, soit offrir de la formation, retracer les ODD dans les projets de loi et effectuer le suivi des progrès. Elle a également insisté sur l'importance de mettre au point des outils de surveillance efficace.

Par la suite, la sénatrice mexicaine Antares Vasquez a également pris la parole pour souligner les succès de son pays en lien avec l'Agenda 2030 et réaffirmer la volonté de son pays d'atteindre les objectifs fixés par cet agenda. Parmi plusieurs exemples, elle a mentionné la création d'un groupe de travail composé de sénateurs provenant de tous les partis chargés de suivre les progrès à l'égard de l'Agenda 2030, la formation continue offerte dans le but de sensibiliser les sénateurs et leur personnel à l'importance d'une législation qui tient compte de tous les impacts et des ODD, et le fait qu'il y avait un nombre égal de femmes et d'hommes élus au Parlement mexicain.

Enfin, la sénatrice paraguayenne Blanca Ovelar a fait une présentation sur la surveillance des ODD par le biais d'un parlement ouvert. Elle a présenté le plan d'action de deux ans visant l'ouverture parlementaire qui est entré en vigueur au parlement paraguayen en 2018 en détaillant les engagements, les objectifs, la structure administrative ainsi que les résultats atteints. Plus précisément, elle a parlé d'une plateforme numérique en développement visant à permettre aux législateurs et aux citoyens de son pays de recenser facilement les projets de loi qui contribuent aux ODD.

TROISIÈME SÉANCE : L'ÉGALITÉ DES GENRES : UNE CONDITION INDISPENSABLE POUR ATTEINDRE LES 17 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La troisième séance a eu lieu le vendredi 1er novembre 2019. Elle s'intitulait « L'égalité des genres : une condition indispensable pour atteindre les 17 Objectifs de développement durable » et a été animée par la sénatrice canadienne Rosa Gálvez. Durant sa présentation d'ouverture, la sénatrice a donné un aperçu de l'ODD 5 qui vise à mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles. Elle a également souligné que l'obtention effective de l'égalité des genres est une condition préalable et un accélérateur de la réalisation des autres ODD, et encore plus particulièrement de l'ODD 13 lié à la lutte aux changements climatiques. La sénatrice a ensuite évoqué les initiatives prises par le Canada aux niveaux national et international afin de réaliser cet objectif, et notamment le fait que le Canada s'était doté d'une Politique

d'aide internationale féministe. En outre, elle a donné des exemples de ce que les parlementaires canadiens ont fait afin de contribuer à la progression de l'égalité entre les genres, comme l'adoption en 2018 de la Loi canadienne sur la budgétisation sensible aux sexes. Elle a terminé son exposé en mettant l'accent sur l'importance de disposer de statistiques solides et des méthodes de mesures utiles pour examiner les progrès réalisés à l'égard des ODD, ce qui s'accomplit au Canada en collaboration avec Statistique Canada et d'autres ministères canadiens.

La première panéliste, Mme Ayesha Constable, conseillère, FRIDA, Jeune fonds féministe, représentante pour les Caraïbes, Sustainable Development Solutions Youth Network, s'est concentrée sur la cible 5 a) qui fait la promotion de l'équité à travers la propriété foncière. Elle a fait état de statistiques et des facteurs empêchant les femmes de devenir propriétaires terriennes en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Mme Constable a également mentionné une étude de 2015 qui a établi que l'atteinte de l'égalité des genres et l'amélioration des conditions des femmes pourraient aider à freiner les changements climatiques. Elle a aussi fait la promotion du rôle des parlementaires dans l'atteinte des ODD, notamment par la promulgation de lois qui favorisent l'égalité des genres, par l'adoption d'une budgétisation sensible au genre et par la prise de position en faveur des groupes marginalisés et vulnérables de la société. Mme Constable a terminé son exposé en faisant valoir l'importance de disposer de données fiables pouvant être ventilées par sexe.

La deuxième panéliste, Mme Dosia Calderón, agente principale pour l'engagement de l'Amérique latine et des Caraïbes, Filles, pas épouses, s'est quant à elle concentrée sur la cible 5.3 qui vise à éliminer les pratiques préjudiciables, telles que le mariage précoce ou forcé. Elle a parlé des causes et conséquences de ces pratiques et a précisé que leur taux n'a pas diminué depuis 25 ans en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle a alors rappelé que si rien n'est fait pour mettre fin aux mariages précoces et forcés des enfants, il ne sera pas possible d'atteindre non seulement l'ODD 5, mais également les ODD liés à la pauvreté, la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation, la croissance économique et la paix et la justice. Mme Calderón a terminé son exposé en parlant du rôle que peuvent jouer les parlementaires dans l'élimination du mariage des enfants et en présentant une boîte à outils créée à leur intention.

Enfin, Mme Melania Canales Poma, présidente de l'Organisation nationale des femmes indigènes et andines de l'Amazone (ONAMIAH en espagnol) au Pérou, a conclu ce panel par une présentation touchant à la cible 5.5. destinée à garantir la participation des femmes et leur accès à tous les niveaux de décision, dans les sphères politique, économique et publique. Elle a brossé le portrait de la population autochtone féminine au Pérou en soulignant le faible taux de scolarisation et de représentation de ces femmes dans la vie politique municipale et nationale. Mme Canales Poma a ensuite parlé de l'agenda et des progrès de son organisme UNAMIA pour l'amélioration de la participation et le leadership des femmes autochtones. Elle a présenté pour terminer la Boussole autochtone qui fournit un ensemble d'outils aux peuples autochtones à travers le monde afin qu'ils puissent surveiller le niveau de reconnaissance et de mise en œuvre de leurs droits individuels et collectifs.

QUATRIÈME SÉANCE : FAVORISER DES PARTENARIATS ET UN TRAVAIL COMMUN POUR UN AVENIR DURABLE

La dernière séance était intitulée « Favoriser des partenariats et un travail commun pour un avenir durable ». L'animateur, le sénateur des Bahamas Ranard Henfield, a commencé par souligner l'important travail accompli par les parlementaires canadiens : l'honorable Robert Nault, président sortant de ParlAmericas, et M. Randy Boissonnault, membre sortant du conseil d'administration de ParlAmericas. Avant de céder la parole aux panélistes, il a rappelé à l'auditoire l'importance d'agir collectivement dans le but de sensibiliser tous les pays aux gestes concrets qui s'imposent pour faciliter la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

La première intervenante, Mme Jessica Domínguez, de la Division du développement durable chez Allcot, a parlé de la participation des sociétés privées à la mise en œuvre des ODD et des stratégies, processus et outils disponibles pour les aider à contribuer à cet objectif mondial. Plus précisément, elle a fait référence à la Boussole des ODD, conçue pour fournir des conseils aux sociétés privées sur la manière d'harmoniser leurs stratégies ainsi que de gérer et de mesurer leur contribution à la réalisation des ODD.

Le deuxième panéliste, M. Fabián Forestieri, directeur des relations institutionnelles au Bureau du vérificateur général de la République du Paraguay, a parlé du rôle que les institutions de vérification comme la sienne jouent dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Il a notamment fait part des principales conclusions des audits menés auprès du Parlement et des différentes sphères du gouvernement paraguayen en lien avec leurs activités liées aux ODD.

La troisième présentation, par M. Emanuele Sapienza, conseiller stratégique au Centre régional du PNUD au Panama, portait sur la nécessité pour les Nations Unies de travailler de concert avec différents acteurs publics afin de réaliser les ODD. Il a présenté trois exemples de partenariats dont fait partie l'ONU, soit la Plateforme de connaissances sur la croissance verte, l'Alliance mondiale sur l'ODD 16 et le Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées. Pour chacune des initiatives, il a décrit l'impact qu'elles ont sur les Amériques.

Les participants ont ensuite été invités à étudier certains des problèmes et des défis cernés par leurs pairs tout au long de la conférence. Ils ont également eu l'occasion de prendre la parole afin de présenter les solutions et les différentes possibilités de collaboration qu'ils avaient recensées.

CONCLUSION DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE ET DISCOURS DE CLÔTURE

L'Assemblée plénière s'est conclue par le discours de clôture de l'hôte de la rencontre, la sénatrice Blanca Ovelar, suivie de la lecture de la [déclaration](#), qui a été adoptée par les délégations de chaque parlement représenté.

En guise de note finale, la directrice générale a informé les parlementaires que l'Assemblée législative du Costa Rica sera l'hôte de la 17e Assemblée plénière à l'automne 2020 et que la prochaine rencontre du Réseau pour un parlement ouvert se tiendra du 1er au 3 avril à Brasilia au Brésil. Elle a également annoncé les résultats des élections.

Le tout respectueusement soumis,
Marc G. Serré, député
Président
Section canadienne de ParlAmericas

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Section canadienne de ParlAmericas
ACTIVITÉ	16e Assemblée plénière et 49e réunion du conseil d'administration de ParlAmericas
DESTINATION	Asunción (Paraguay)
DATES	du 30 octobre au 1er novembre 2019
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Rosa Galvez L'hon. Percy E. Downe
CHAMBRE DES COMMUNES	
PERSONNEL	Mme Julie Pelletier
TRANSPORT	16 847,03 \$
HÉBERGEMENT	1 490,23 \$
HOSPITALITÉ	188,23 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	679,32 \$
CADEAUX OFFICIELS	0,00 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	45,99 \$
TOTAL	19 250,80 \$